



Publié sur *Le Cercle Les Echos* (<http://lecercle.lesechos.fr>)

Dette, commerce extérieur, activité : il est urgent de passer à la e-croissance

(par Arnaud Vaissié) - Le secteur de l'économie numérique représente le secteur le plus dynamique de l'économie mondiale avec un taux de croissance en moyenne deux fois plus élevé que celui des économies de la plupart des pays développés. Aujourd'hui, il génère un quart de la croissance française, et devrait permettre de créer près de 450 000 nouveaux emplois d'ici à 2015.

Les investissements dans l'économie numérique sont identifiés comme les plus productifs parce qu'ils accroissent la compétitivité de l'ensemble des autres secteurs de l'économie. De plus, les métiers du numérique sont des métiers jeunes, où les minorités s'intègrent particulièrement bien car leurs différences ne sont pas perçues comme des handicaps.

Avec la vitesse du progrès technologique ces dernières années, l'allure à laquelle un pays se numérise doit être soutenue et rapide. Une telle stratégie repose avant tout sur des infrastructures de qualité. Dans ce domaine, la France n'a pas à rougir, puisque notre pays occupe le haut des classements internationaux en termes de réseaux de très haut débit par exemple. En revanche, lorsque l'on compare les usages que l'on fait de l'économie numérique dans d'autres pays, et au Royaume-Uni par exemple, on constate que notre pays tarde à se doter d'une culture numérique, ce qui est perceptible dans les usages quotidiens en termes d'e-administration, e-commerce et e-education notamment.

L'e-administration permet d'améliorer la qualité des services publics tout en diminuant leur coût

Dans le contexte actuel de réduction des déficits publics en France comme dans de nombreux pays, la numérisation est impérative puisqu'elle a un double avantage : la dématérialisation permet la réduction des coûts au sein des administrations tout en améliorant la qualité des services publics. Par exemple, le domaine du numérique s'est avéré être chez nos voisins britanniques un remarquable outil au service de la réforme du secteur public. Le gouvernement

écossais, par le biais d'une plateforme en ligne d'approvisionnement des services publics, est parvenu à réaliser une économie de 1% de son PIB : à l'échelle française, nous pourrions tabler sur 16 milliards d'euros d'économies. En numérisant et en externalisant certaines procédures administratives auprès du secteur privé, nous pourrions baisser les dépenses publiques tout en augmentant immédiatement la qualité de service grâce à des gains de productivité de l'ordre de 20 à 30% et parfois plus.

Doper la compétitivité des PME par le e-commerce

L'économie numérique est également un levier permettant d'augmenter de manière significative la création de richesses des entreprises, via le e-commerce et les secteurs dédiés. On estime aujourd'hui que 500 000 petites et moyennes entreprises en France sont encore totalement déconnectées de l'économie numérique, en raison d'un manque de moyens, de temps ou de compétences. Seulement 12% du chiffre d'affaires des PME françaises est réalisé en ligne contre 21% au Royaume-Uni, ce qui explique en grande partie les meilleurs chiffres des PME britanniques à l'export. Si nos PME réalisaient le même pourcentage d'exportations que leurs concurrentes britanniques, il en résulterait un accroissement de près de 19 milliards d'euros, ce qui réduirait notre déficit commercial de 28% environ.

La France a pris du retard par rapport à ses voisins européens puisqu'aujourd'hui 16% du chiffre d'affaires du e-commerce européen provient de la France (22% d'Allemagne et 33% du Royaume-Uni). La difficulté structurelle des PME françaises à se développer est donc à mettre en parallèle avec le moindre usage qu'elles font du numérique.

Plus les parents sont impliqués dans la vie scolaire de leurs enfants, plus les taux de réussite sont élevés : l'e-éducation permet une meilleure communication entre établissements et parents d'élèves

De nombreuses études indiquent que l'utilisation des technologies numériques dans l'enseignement permet d'améliorer la communication entre écoles et parents et par conséquent les résultats scolaires des élèves. En effet, plus les parents sont impliqués dans la vie scolaire de leurs enfants, plus les taux de réussite sont élevés. Surveillance des retards, accès aux bulletins de notes en ligne, lecture des commentaires des professeurs en temps réel, notification des changements d'emploi du temps, compte-rendu du comportement de l'élève... autant de fonctionnalités accessibles en un clic grâce aux nouvelles technologies et à développer encore plus largement.

Investir dans le numérique en France, ce n'est donc pas dépenser davantage pour se doter de nouveaux équipements, mais c'est mettre en place une véritable culture numérique. Il s'agit de replacer le citoyen-usager au centre de l'action publique, en lui permettant d'accéder à des services centralisés et simplifiés; aider nos entreprises à être présentes et actives sur internet afin d'améliorer leur offre et de s'ouvrir à de nouveaux marchés ; développer l'usage des nouvelles technologies au sein du monde éducatif à destination des parents, pour impliquer davantage ces derniers dans la vie scolaire de leurs enfants. Ce sont donc les comportements et l'environnement qui doivent évoluer en faisant place à des modes de fonctionnement et de travail nouveaux comme le télétravail et la téléformation qui sont encore largement sous évalués. Enfin, la numérisation s'inscrit dans la droite ligne de la réforme des politiques publiques visant à placer l'efficacité et la réactivité au coeur de l'action administrative.

La France bénéficie de nombreux avantages parmi lesquels ses infrastructures de qualité, ses écoles d'ingénieurs reconnues et une industrie du conseil en numérique à la pointe avec deux

entreprises françaises (Capgemini et Atos) parmi les cinq leaders mondiaux du secteur. Ce savoir-faire doit être le support d'une numérisation réussie.

Consultez le rapport du Cercle d'outre-Manche :

Faire de la France une puissance numérique pour accélérer la croissance et l'emploi

Arnaud Vaissié

URL source: <http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/politique-eco-conjoncture/politique-economique/221141172/dette-commerce-exterieur-a>